



Ève-Marie Fell et Jean-Louis Guereña (dir.)

L'Université en Espagne et en Amérique Latine du Moyen Âge à nos jours. II Enjeux, contenus, images

Presses universitaires François-Rabelais

L'Université de Guadalajara, une "Université socialiste" ? Pouvoir politique et pouvoir universitaire (1953-1989)

Maryse Gachie-Pineda

DOI : 10.4000/books.pufr.5979

Éditeur : Presses universitaires François-Rabelais

Lieu d'édition : Presses universitaires François-Rabelais

Année d'édition : 1998

Date de mise en ligne : 20 juin 2017

Collection : Études hispaniques

ISBN électronique : 9782869065086



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

GACHIE-PINEDA, Maryse. *L'Université de Guadalajara, une "Université socialiste" ? Pouvoir politique et pouvoir universitaire (1953-1989)* In : *L'Université en Espagne et en Amérique Latine du Moyen Âge à nos jours. II : Enjeux, contenus, images* [en ligne]. Tours : Presses universitaires François-Rabelais, 1998 (généré le 10 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pufr/5979>>. ISBN : 9782869065086. DOI : 10.4000/books.pufr.5979.

Ce document a été généré automatiquement le 10 mai 2019. Il est issu d'une numérisation par reconnaissance optique de caractères.

L'Université de Guadalajara, une "Université socialiste" ? Pouvoir politique et pouvoir universitaire (1953-1989)

Maryse Gachie-Pineda

- 1 La U.D.G. (Université de Guadalajara) est aujourd'hui la seconde université publique du Mexique. En 1940, elle comptait 478 étudiants de niveau baccalauréat (*preparatoria*) et 763 étudiants de niveau supérieur, répartis dans 8 écoles et facultés. Ses effectifs ont connu ensuite une véritable explosion : le boom a atteint 400 % dans les années 60. Elle est devenue une "université de masses". Elle compte aujourd'hui¹ environ 215.000 étudiants (50 % de niveau *preparatoria*), 8200 enseignants, plus de 6000 travailleurs administratifs et agents techniques. De nouvelles écoles et filières se sont ouvertes dans les années 80 : parmi celles-ci, administration d'entreprises, ingénierie topographique, mécanique, électrique, électronique. Parmi celles-là, les écoles de tourisme, de travail social, d'arts graphiques, de psychologie, les Facultés d'administration, de géographie, de sciences, l'Ecole Supérieure de culture physique et de sports. Pour le 3^{ème} cycle (*postgrado*), vingt maîtrises et deux doctorats ont été créés.
- 2 Son budget -en grande partie fédéral- atteint 127 milliards 722 millions de pesos² distribués entre plus de 100 départements administratifs. Son patrimoine immobilier, enfin, inclut deux hôtels et un club sportif -*La Primavera*, siège d'une équipe de football de 1^{ère} division-, *Los Leones Negros*...
- 3 C'est dans ce cadre qu'un conflit de 5 mois (avril-sept. 1989), *conflit pour le pouvoir* -latent d'abord, puis explosant en juillet- opposa la FEG (*Federación de Estudiantes de Guadalajara*) toute dévouée au "tuteur" ou "parrain" de l'institution, l'ingénieur Alvaro Ramírez Ladewig, d'un côté, au jeune Recteur (36 ans), Raúl Padilla López de l'autre. Accusé d'avoir "violé la loi Organique, de détériorer les rapports d'harmonie et de respect mutuels régnant entre les membres de la communauté universitaire" et de vouloir transformer cette Université "socialiste et populaire", en une Université "élitiste", "un pôle

d'excellence académique", ce dernier était sommé de présenter sa démission dans les plus brefs délais...

- 4 Deux mois durant, des *desplegados* affirmant leur soutien à l'un ou à l'autre camp s'étalèrent dans la presse locale, dans un climat passionnel où toute la communauté universitaire s'engagea. Le conflit prit fin début septembre, au moment de la rentrée universitaire, par une solution négociée, un compromis ne satisfaisant aucune des deux parties en présence et laissant des blessures difficiles à cicatriser. Mais le pire avait été évité : la violence entraînant l'intervention du gouvernement de l'Etat de Jalisco³.
- 5 Et les 26 et 27 juin avait paru dans *El Occidental* une analyse du sociologue Javier Hurtado, coordinateur de la maîtrise de sociologie, analyse qui révélait les enjeux du conflit. Le feu vert était donné : pendant les deux mois suivants (juillet, août) la presse (locale et nationale : *El Occidental*, *Diez*, *La Jornada*, etc...) allait analyser, disséquer et jeter une lumière crue sur le fonctionnement de l'U.d.G., dirigée par le groupe dit UNI-FEG depuis 1953. Ce sont ces *mécanismes politiques* régissant la vie de l'Université que nous allons tenter de mettre à jour. Au coeur du débat se trouve le rapport Pouvoir/Savoir ou plus précisément *pouvoir universitaire ("académico")/pouvoir politique*.

Le groupe UNI-FEG et l'Etat-Parti (PRI)

Pouvoir réel, pouvoir formel

- 6 En 1947, le gouverneur de l'Etat de Jalisco, Jesús González Gallo, promulgue le décret 5235 qui réforme la loi Organique de l'U. d. G. : décret qui accroît la faculté d'intervention de l'Exécutif de l'Etat dans les décisions universitaires puisque celui-ci nomme directement le recteur, -la plus haute instance de l'institution-. Par ailleurs, toute référence à l'éducation socialiste cardéniste disparaît. En même temps le FESO (*Frente Estudiantil Socialista de Occidente*) doit s'effacer devant la FEG (*Federación de Estudiantes de Guadalajara*) dont le premier président Carlos Ramírez Ladewig -fils du gouverneur du territoire de Quintana Roo- mobilise ses troupes pour obtenir l'abrogation du décret de Gonzalez Gallo. (Ainsi sur le conflit universitaire se greffe la lutte entre deux *caciques* -gouverneur de Quintana Roo contre gouverneur de Jalisco- : le Mexique vit la fin de la phase de transition de l'ère des *caciques* à celle des Institutions ; mais aussi, première interférence du politique dans la vie universitaire...). Sous la pression des étudiants, le décret 5756 du 16 septembre 1952 promulgue une nouvelle Loi Organique qui rétablit le Conseil Général Universitaire dans ses prérogatives. Le recteur sera désormais nommé par le gouverneur, mais choisi parmi trois noms (*la terna*) proposés par le Conseil. La FEG, comme naguère le FESO, va alors jouer un rôle prépondérant inscrit dans les termes mêmes de la Loi Organique.
- 7 C'est ainsi que va apparaître le "*bloc UNI-FEG*"⁴ : le Recteur détient le *pouvoir formel*, mais le "*parrain*", Carlos Ramírez Ladewig, va contrôler de façon absolue la source du *pouvoir réel* : la FEG. Ce pouvoir inclut le contrôle des "*gremios*" (corporations) de travailleurs et de professeurs (SUTUDG et FPU). Il y a donc selon la litote utilisée par Javier Hurtado (*La Jornada*, 06-08-1989) "*surdétermination sur les organes légalement constitués*".

Relations avec le PRI

- 8 Selon certains observateurs (en particulier, Felipe Cobián de *La Jornada*, 15-09-1989, qui reprend les analyses de Javier Hurtado) l'alliance nouée entre le "bloc UNI-FEG" et le PRI n'a pas été fondamentalement remise en cause jusqu'en 1989. "Groupe de pouvoir et de pression qui a utilisé traditionnellement le discours socialisant et populaire pour masquer et dissimuler son rôle politique, il a reçu en récompense de son contrôle sur l'université de Guadalajara -27 postes de représentation populaire- 9 députations locales, 9 fédérales et 3 postes de régisseurs municipaux. Depuis 1972 une place lui est réservée au sein du Comité estatal du PRI ; et pendant une décennie il a fait office d'antichambre du secteur juvénile du parti : une douzaine de ses cadres -hauts et moyens- ont obtenu des prébendes dans l'administration municipale, estatale et fédérale" (Ainsi Guillermo Cossío Vidaurri, l'actuel gouverneur est-il l'un des fondateurs de la FEG).
- 9 La structure du bloc, qui lors de la crise de 1989 est entré dans une phase de transition qui semble déboucher sur sa *décomposition* définitive, a été l'une des plus puissantes de l'"Occident" du pays, "spontanément" imitée par quatre autres universités : celles de Colima, Morelos, Hidalgo et San Luis Potosí.
- 10 Javier Hurtado découpe la vie de la FEG en six périodes :
 1. la première qui va de 1948 à 1953 est caractérisée par l'absence de participation de ses membres à des emplois publics et la lutte pour le pouvoir entre deux familles -celles des deux gouverneurs déjà cités, Jesús González Gallo et Margarito Ramírez.
 2. la seconde va de 1953 à 1964 : elle correspond au début de l'octroi de charges de représentation populaire. D. Margarito Ramírez -dont le mandat à la tête de l'exécutif durera 14 ans 1940-1960- sert de caution à la FEG ; mais c'est son fils Carlos qui prend les décisions politiques, de façon unipersonnelle. Et c'est lui qui est maître du choix des présidents de la FEG.
 3. de 1965 à 1975 le discours "fegiste" prend une coloration "tiers mondiste et anti-impérialiste", se mettant ainsi au diapason avec la politique "écheverriste". La FEG se confond presque avec l'organisation juvénile du PRI et obtient la présidence de la Confédération des Jeunes Mexicains (CJM) ; mais -et nous retrouvons l'interférence des luttes intestines des caciques locaux- une nouvelle dispute oppose, cette fois, les familles Zuno (alliée au Président de la République) et Ramírez.
 4. durant la quatrième période -1975-1983- la FEG perd, pour la première fois, ses députations fédérale et estatale. Horacio García Pérez candidat du PSUM (fusion du *Partido del Pueblo Mexicano* et du vieux PCM) gagne les élections, mais sa victoire n'est pas reconnue ; Alvaro Ramírez Ladewig le nouveau "tuteur", frère de Carlos assassiné en 1975, est lui aussi candidat du PSUM ; il subit l'influence idéologique de Alejandro Gazcón Mercado, lequel, devenu dissident du PSUM fonde le CPDR (*Corriente Política Democrática Revolucionaria*), dont la formation est annoncée à Atotonilco, fief du caciquat politique des Ramírez Ladewig.
 5. la cinquième étape, de 1983 au mars 1989, voit s'opérer une division du travail politique : le secteur populaire échoit à García Pérez qui reprend le discours socialiste. C'est alors qu'apparaît la distinction entre "bon caciques révolutionnaires" -Alvaro Ramírez Ladewig et les cinq derniers présidents de la FEG (parmi lesquels les Padilla : les frères Raúl et Trinidad et le cousin Tonatihu) et les "mauvais et réactionnaires", les militants du PRI.
 6. l'étape suivante est celle du *conflit*, à partir d'avril 1989 qui a pour origine un changement des règles du jeu. Les deux ailes -la "moderne" et la "traditionnelle"- changent de protagonistes et d'alliés. Le conflit, qui éclate au sein de la fraction moderne, a pour enjeu la répartition des espaces de pouvoir, en particulier le pouvoir corporatif de l'Institution. Raúl Padilla est

devenu Recteur grâce à l'appui d'Alvaro Ramírez Ladewig et de Horacio García Pérez, maintenant membre du Comité Central du Parti Révolutionnaire Socialiste. Mais il refuse de n'avoir qu'un pouvoir *formel*.

- 11 La revue *Diez* -revue indépendante, non subventionnée et très critique- offre une analyse peut-être moins fine, plus simple et en cela peut-être plus claire... Elle situe le *refroidissement* des relations de la fraction moderne du groupe avec le PRI à partir de 1975 -année de l'assassinat de Carlos Ramírez Ladewig. Alvaro en rend responsable le Président Echeverría- à qui est retiré un doctorat Honoris Causa décerné par l'Institution. Des liens sont noués alors avec la *constellation* des groupes et partis de *centre gauche* ; en particulier, avec Gazcón Mercado. Le gouverneur du Jalisco tente d'asphyxier économiquement Alvaro Ramírez Ladewig : son entreprise de construction voit lui échapper tous les contrats pour l'ouverture de chemins vicinaux ; mais il reçoit en échange l'aide du gouvernement de Sonora, ami de Gazcón Mercado, et récupère ainsi d'importants contrats.
- 12 Quant aux Padilla... Trinidad et Tonatiuh militent au sein du Parti du Peuple Mexicain. Raúl est sympathisant du PRD néocardéniste. Mais tous trois font preuve d'une extrême prudence (*cautela*) envers l'Etat...
- 13 En bref, les relations entre le groupe UNI-FEG et le PRI sont fort complexes : on passe de *l'allégeance totale* dans les années 60 (ainsi soutien inconditionnel du groupe à Díaz Ordaz lors du mouvement étudiant de 1968, comme en témoigne une lettre publique du Recteur et du Secrétaire Général parue dans *El Excelsior*³) à la *rupture* de la fraction dite moderne, après l'assassinat de Carlos Ramírez Ladewig, homme du système, ayant accédé à des postes importants dans le PRI (direction de la jeunesse, deux fois député fédéral) et dont la mort provoqua une énorme stupéfaction.
- 14 Ce virage exprime, au-delà d'une attitude politique déterminée (la distanciation face au PRI), la *crise* du parti hégémonique, Parti-Etat, à partir de la seconde moitié des années 70.
- 15 Mais indépendamment des zigzags, ruptures ou ménagements divers, le fonctionnement de ce groupe de pouvoir, en général, et de sa fraction hégémonique, en particulier, *est absolument semblable au modèle proposé par la politique officielle* : parrainage, camarilla, mentor, famille politique, rapports de loyauté et de vasselage. Il reproduit le *modèle politique et syndical dominant*. L'Université est un microcosme dont les traits spécifiques sont :
 - la toute-puissance du *parrain* ;
 - le *contrôle* des *gremios* (les corporations) ;
 - l'activité de la *FEG* en tant que mouvement étudiant ;
 - l'*exclusion* de la *communauté* universitaire et le statut des enseignants qui en découle ;
 - enfin, conséquence logique, la transformation de l'Université en un *fief territorial*.
- 16 Dans un tel système, le *politique* l'emporte, et de beaucoup, sur l'académique. Tout pouvoir a été confisqué à la communauté universitaire (de la même façon, jusqu'en 1985, l'Etat étouffe la société civile -laquelle, selon la thèse de Carlos Monsiváis, resurgit à partir de la prise de conscience de l'impuissance et de l'inefficacité de celui-ci au moment du tremblement de terre...).
- 17 Le "*parrain*" (ou "tuteur", plus rarement "cacique") et la "*famille*" universitaire occupent tout l'espace de pouvoir.
- 18 Famille d'abord au sens premier du terme : ainsi, après la mort de Carlos Ramírez Ladewig, Alvaro Ramírez Ladewig devient naturellement son héritier, ce qui signifie que

la responsabilité morale de l'Université lui échoit ; la famille Padilla donne trois présidents à la FEG : Raúl, Trinidad y Tonatiuh, etc...

- 19 Mais le sens second est le plus intéressant. J. Hurtado parle de "patriarcalisme patrimonial", de système de privilèges, de "système *prémoderne* de relations politiques". Le parrain dirige souvent *seul* : les décisions fondamentales pour l'Université sont prises d'abord par Carlos puis par Alvaro Ramírez. Parfois -pour choisir les présidents de la FEG, par exemple- il s'entoure d'une assemblée de *notables* composée précisément d'ex-Présidents de la FEG. Ce qui ne peut qu'évoquer cette "*famille révolutionnaire*" définie naguère par Franck Tannenbaum (le conclave formé du Président, ou d'ex-Présidents, de ministres en exercice ou d'ex-ministres, de grands notables politiques et syndicaux, et qui choisit le futur *tapado*).
- 20 Cependant, là aussi, l'année 1975 marque un tournant : désormais le Recteur sera choisi parmi les ex-Présidents de la FEG. Ce qui n'était pas le cas auparavant et ne peut que cimenter davantage le groupe. Et dans l'espoir d'une éventuelle promotion, les rapports qu'entretiennent le parrain et les ex-Présidents de la FEG ne peuvent être que des rapports de vassaux à suzerain : ainsi en est-il entre Raúl Padilla et Alvaro Ramírez jusqu'en avril 1989 ; non sans une certaine naïveté, le second déclare publiquement avoir choisi le premier comme candidat au rectorat⁶.
- 21 Le premier parrain est donc Carlos Ramírez, "chef inné", formé, s'il faut en croire son fils Carlos Ramírez Powel', dans le souvenir de l'éducation socialiste cardéniste par son père Margarito Ramírez, et auquel le combat mené contre González Gallo a appris que "le pouvoir ne se partageait pas"⁸. Deux dates marquent son "tutorat" : -1968, prise de position contre le mouvement étudiant ; - 1973, justification de cette attitude *a posteriori*, lors de "journées idéologiques" où il réaffirme qu'il n'y a pas contradiction entre une Université "socialiste et progressiste" et l'appui à un gouvernement qui n'a de révolutionnaire que le nom, en appelant à la rescousse Vicente Lombardo Toledano "l'un des plus grands théoriciens marxistes au monde" (sa collaboration avec Cárdenas fut approuvée par la "gauche", mais celle avec les régimes postérieurs fortement critiquée). De toute façon, il n'y avait pas lieu de soutenir le mouvement étudiant puisque les problèmes qui se posaient alors à Mexico avaient depuis longtemps trouvé une solution à Guadalajara... Année 1973 marquée également par la réception enthousiaste offerte au Président Salvador Allende ; par la menace pour le pouvoir venue du clan Zuno ; enfin par une virulente campagne de propagande hostile à la FEG.
- 22 Du second parrain, Alvaro Ramírez Ladewig -hormis le fait qu'il ait été l'héritier moral de son frère assassiné et qu'il ait fait montre d'un certain panache face au Président Echeverría, la presse de 1989 brosse un portrait plutôt terne. Elle s'efforce surtout d'inscrire sa chute dans un contexte global d'épuisement (*agotamiento*) du système : chute des parrains de la drogue ou des syndicats. Et là, comment ne pas songer à Joaquín Galicia Hernández ("*La Quina*") contrôlant, des lustres durant, la forteresse pétrolière ?

La FEG

- 23 La FEG est le bras séculier du parrain. La vision qui en est offerte est très "polémique"⁹, tantôt "socialiste", tantôt "fasciste". Ses luttes, d'abord contre le FESO dans les années 50, puis après 68 contre le FER (*Frente Estudiantil Revolucionario*) -dont la plupart des militants vont passer dans les rangs de la guérilla urbaine- sont constamment rappelées. Elle a

bénéficié d'une grande prospérité matérielle jusqu'à la mort de Carlos Ramírez Ladewig, la gratitude de Díaz Ordaz lui ayant valu voitures, édifices et prébendes diverses.

- 24 Mais l'organisation, qui contrôle les étudiants et pèse lourd au sein du Conseil Général universitaire, a accumulé contre elle les ressentiments, au fil de quarante années de *balazos*, de vandalisme, d'exactions de tous ordres : et précisément en septembre 89 est assassiné à Mexico le "Pelacuas", alias Carlos Morales García¹⁰, meneur d'un groupe proche de l'extrême-droite dans les années 70, de sinistre mémoire, financé, selon la rumeur, par le général Anaya Rodríguez... Lestée d'un tel passif, quoi d'étonnant si la définition proposée par Héctor Aguilar Camín -l'actuel directeur de la revue *Nexos*- "un mélange de socialisme théorique et de pistolérisme pratique" fait florès et est reprise dans presque toute la presse ? Une image tellement négative ne peut que rejaillir par ricochet sur l'U.d.G. Laquelle est créditée de "très mauvaises conditions académiques en raison du contrôle de fer de la FEG".

Administration et organisations

- 25 Le pouvoir du groupe UNI-FEG s'étend jusqu'au contrôle des travailleurs de l'Université-enseignants et personnel technique.
- 26 Deux numéros de *Diez* (11,12) analysent la "culture politique du corporatisme". En d'autres termes, le syndicalisme officiel, le verticalisme.
- 27 Le journaliste (Luciano Oropeza Sandoval) commence par s'interroger -sans apporter de réponse- sur le moment *historique* où *l'élite bureaucratique* au pouvoir a abandonné sa lutte pour une authentique université *critique et démocratique* en échange d'une progressive "prédilection patrimoniale" : "l'Université cesse alors d'être considérée comme un espace viable pour l'expérimentation d'un projet d'éducation populaire mais comme un espace pour le *renforcement d'un pouvoir qui s'appuie sur le contrôle administratif et organisationnel des secteurs universitaires*" :
1. *La structure administrative* constitue une sorte de "cabinet universitaire". Il s'agit des dépendances universitaires qui n'ont pas d'activités scolaires proprement dites. Les autorités administratives sont désignées selon la procédure de la Loi Organique. Trois noms (toujours la *terna*) sont proposés au Recteur. Lequel choisit en principe en fonction de son programme de réformes académiques et sociales. Mais les critères déterminants sont généralement (jusqu'en 1989 ?) le *compadrazgo* et les affinités politiques.
 2. *Le syndicat unique des travailleurs de l'U.d.G* (SUTUDG). Comme pour le syndicalisme officiel, il s'agit d'un organisme corporatif (*gremial*), qui ne défend que fort peu l'intérêt de ses adhérents. Preuve en est l'absence de toute convention collective (*contrato colectivo de trabajo*). Selon les règles implicites de distribution du pouvoir, la camarilla syndicale est liée au Recteur en place.
 3. *La Fédération des Professeurs Universitaires* (FPU), elle, évoque le "syndicalisme blanc" (celui des patrons). Durant des décennies sa fonction a été d'apaiser les demandes des enseignants de l'Université moyennant des mécanismes de contrôle corporatif et la socialisation du concept d'Université-Communauté. Elle semble sous la coupe d'un "leader à vie" (du type Fidel Velásquez) Genaro Cornejo, au pouvoir depuis 12 ans, en violation flagrante de la "loi des serviteurs publics de l'Etat de Jalisco" -laquelle stipule (article 85) que lesdits serviteurs

ne peuvent occuper cette charge plus de trois ans. La FPU constitue donc une chasse gardée, un espace d'enrichissement personnel et de consolidation politique non moins personnelle.

- 28 Ainsi jusqu'au 1er avril 1989, la répartition *tacite* des espaces de pouvoir a été la suivante :
- Alvaro Ramírez Ladewig, dirige la FEG, épine dorsale du système ;
 - le Recteur en exercice a la responsabilité politique du SUTUDG (ainsi pendant le mandat du Recteur Enrique Flores Anguiano le leader syndical, a été son "compère" le Directeur de la Prépa. 3) ;
 - Genaro Cornejo règne sur la FPU.
- 29 L'Université est donc divisée en parcelles de pouvoir distribuées entre les ex-Présidents de la FEG. Javier Hurtado souligne avec insistance le fait que jusqu'à cette date *seuls* le Président et les ex-Présidents de la FEG pouvaient détenir ou accéder à des positions de pouvoir dans la U.d.G. (Aussi, pendant son mandat, le Président de la FEG essaie-t-il d'obtenir le plus grand nombre possible d'écoles et de dépendances en faisant pression sur les enseignants et les étudiants, se substituant du même coup à l'ex-Président qui contrôlait ces espaces...).
- 30 4) Est-il besoin de préciser que dans un tel système la *communauté universitaire* (étudiants, travailleurs, enseignants) est *exclue* du pouvoir ?
- 31 Si nous nous limitons au statut des enseignants¹¹ :
- ce ne sont généralement pas des professionnels ;
 - ils ne sont pas recrutés par concours (*oposiciones a cátedra*) ;
 - ils dépendent de la seule volonté du directeur de leur établissement ; de toute façon, ils touchent un salaire de misère. Comment pourraient-ils faire de la recherche alors qu'ils sont contraints de pratiquer le *chambismo* (se trouver 3,4,5 postes pour survivre) et de faire partie d'un groupe de pression ? Le *clientélisme* est le seul moyen qui permette d'obtenir bourses ou échanges avec des Universités étrangères. Dans "cet univers impitoyable" la méritocratie n'a pas cours... Alors qu'un nombre significatif d'enseignants, surtout depuis la création de DICSA -plate-forme de lancement de Raúl Padilla- a obtenu maîtrises et doctorats à Mexico ou dans des Universités nord-américaines ou européennes... et créé parfois à leur retour des centres de recherches tout à fait performants et dynamiques... Contradiction insupportable ?
- 32 Ainsi placée sous la coupe réglée par le groupe UNI-FEG, l'Université est devenue un *fief*. Nombre d'observateurs utilisent le terme de "féodalisation territoriale". Ce qui signifie également qu'elle est située "hors la *juridiction de l'Etat*".
- 33 L'intervention de celui-ci dans une situation de violence, de conflit dans l'impasse, est la dernière des solutions envisageables "ce que nous voulons éviter à tout prix c'est l'intervention de l'Etat et du gouvernement. En aucun cas, nous ne l'accepterons" déclare avec force à Diez un membre éminent du groupe (Diez 12, 11 août, Interview de Gutiérrez Zermeño).

Signification du conflit de 1989

- 34 Dans une telle organisation "patrimoniale" quelle a été la signification du conflit de 1989 ?
- 35 Il s'agit d'une rupture des règles du jeu au sein du groupe UNI-FEG, concernant la répartition des espaces de pouvoir. Non un conflit, comme cela a été analysé parfois (cf. Pedro Mellado dans *El Occidental*), entre "modernes" et "traditionnels", "bons caciques et

mauvais caciques". Les deux ailes du groupe -la moderne et la traditionnelle- ont *changé d'acteurs et d'alliés* (ainsi J. E. Zambrano Villa, vieux routier du PRI, est passé de l'aile traditionnelle dans celle menée par R. Padilla). D'un côté, s'est situé R. Padilla et son groupe prétendant contrôler les deux organisation "gremiales". De l'autre, le parrain Alvaro Ramírez Ladewig et Horacio García demandant la démission du jeune Recteur, excitant leurs troupes contre celui-ci et son équipe et refusant d'avoir "seulement la responsabilité politique d'organisations corporatistes".

- 36 Peut-on parler d'une avancée vers la *démocratisation* ? puisque le parrain a été mis hors jeu et que G. Cornejo a été prié de faire valoir ses droit à la retraite ?
- 37 Pour J. Hurtado¹² la réponse est, sans aucun doute, affirmative : la prise de décisions fondamentales -qui se faisait avant unipersonnellement- Carlos puis Alvaro Ramírez Ladewig, a été récupérée par les conduits légaux et formels de l'Institution.
- 38 Mais la position de Diez¹³ est beaucoup plus critique. L'analyste refuse lui aussi la vision, d'un côté, d'un secteur "modernisant" voulant démocratiser l'Université, de l'autre, d'un secteur traditionnel opposé à toute modernisation. Le conflit a éclaté au sein d'une même famille, mettant en jeu un tissu de rapports de pouvoir : une élite bureaucratique a confisqué ce pouvoir à une communauté universitaire qui s'est donc trouvée exclue. Raúl Padilla a été le président d'une organisation étudiante tristement auréolée "d'une légende noire". La famille universitaire est une famille politique qui a exclu de mille manières la participation des universitaires. Le problème posé, comme pour l'ensemble de la société mexicaine, est donc celui de la *démocratisation véritable*, de la participation *réelle et plurielle* de la communauté d'étudiants, d'enseignants, de chercheurs, de travailleurs. Ni le secteur dirigé par Alvaro Ramírez Ladewig et Horacio García, ni celui dirigé par Raúl Padilla ne peuvent éliminer la *représentation des universitaires*. Même le Conseil Général de l'Université ne dispose pas de la légitimité suffisante pour représenter les diverses voix de la communauté. 11 faudrait convoquer un *Congrès Général d'Universitaires* (sur le mode de/ mais sans copier servilement le CEU et l'UNAM), seule façon d'aboutir à des accords généraux et sortir d'une lutte de pouvoir au sommet...
- 39 Par ailleurs les objectifs *idéologiques* énoncés et proclamés dans l'un et l'autre camp : "modernisation et excellence académique/vs université populaire/de masses/socialiste" s'inscrivent également dans un contexte *national*, et pas seulement local.
- 40 En effet, la présidence de M. de la Madrid¹⁴ a signifié pour le Mexique l'arrivée au pouvoir d'une élite politique *technocratique*, désireuse de moderniser les rapports sociaux. Le concept de *modernisation* est devenu récurrent dans le discours politique officiel. Il a atteint les Universités publiques, sommées de se convertir en centres "d'excellence académique".
- 41 Le message a été bien reçu, comme en témoigne le discours du Recteur de l'UNAM, Jorge Carpizo, prononcé devant le Conseil Universitaire, le 16 avril 1986, "Force et faiblesse de l'UNAM" (*Fortaleza y debilidad de la UNAM*). Dans ce discours Jorge Carpizo lance une attaque en règle contre les groupes de pression qui se forment autour de l'administration ; le système de loyautés produit par le *chambismo* ; l'absence de lien entre l'enseignement et la recherche ; le poids du politique -supplantant "l'académique"- au sein de l'Université et favorisant l'apparition de fiefs d'influence à buts personnels, détachés de toute finalité pédagogique ou scientifique. La situation décrite semble le décalque de celle de l'U.d.G.... Le Recteur Carpizo déclare, enfin, erroné le concept d'éducation populaire tel qu'il est généralement entendu : une Université populaire doit

bénéficiaire d'un très bon niveau académique. Sinon elle n'est plus un facteur de mobilité sociale.

- 42 Raúl Padilla, en défendant l'idée d'une profonde réforme de l'U.d.G. est allé dans le même sens. Parmi les appuis qu'il a obtenus, certains, théoriques, en appelaient à Max Weber, Foucault, Gramsci, pour définir le terme "d'excellence académique". Deux intellectuels de dimension nationale, spécialistes des questions d'éducation et qui avaient apporté leur soutien au projet de Jorge Carpizo -Raúl Trejo, Gilberto Guevara Niebla- ont fait de même pour Raúl Padilla au moment du conflit.
- 43 Cependant, le projet de réforme est resté très *vague* dans un camp comme dans l'autre. Et la communauté universitaire une fois de plus a été exclue, ne participant pas à son élaboration... (on peut observer que le problème d'une réforme de l'Université avait été posée dès les années 70 ; dans les années 80, à Guadalajara, le dynamisme de Raúl Padilla lançant et développant le "Département de Recherche Scientifique et Amélioration Académique" (*Departamento de Investigación Científica y Superación Académica, DICSA*), manifestement inspiré des idées de Carpizo, avait suscité de nombreuses adhésions à sa future candidature au Rectorat...).
- 44 Le conflit de l'U.d.G. de 1989 a ainsi mis en lumière l'existence d'une structure universitaire *pré-moderne* s'intégrant dans un système -corporatisme, verticalisme, opacité (*tapadismo*)- mis en place et consolidée dans les années 50 -pendant la présidence de Ruiz Cortines-, mais actuellement en voie de *décomposition*...
- 45 En effet, le système est en crise, parti dominant, fiefs syndicaux, démantelés à l'initiative ambiguë du Président Salinas de Gortari, car il est désormais rejeté et fait l'objet de la répulsion d'une grande part de la société mexicaine.
- 46 Celle-ci aspire à la *modernisation*, à la *démocratisation* (concepts récurrents du discours politique officiel). Mais le sens donné à ces notions par l'Etat et par la société civile -et l'on retrouve là la "schizophrénie" dénoncée naguère par l'historien Daniel Cosío Villegas- n'est pas le même. La société civile qui, s'il faut en croire Carlos Monsiváis, resurgit de ses cendres à partir du tremblement de terre de 1985, les utilise dans un sens authentique, tandis que le discours officiel les inclut dans une rhétorique pseudo -révolutionnaire qui masque un néo- libéralisme effréné, inusité au Mexique depuis la Révolution de 1910-1940.
- 47 En ce qui concerne l'U.d.G., le conflit a, certes, marqué une *avancée* vers davantage de *démocratisation* dans l'Institution. Mais celle-ci est encore loin du but : une des conditions première et nécessaire pour atteindre cet objectif serait la fin de la séparation entre bureaucratie dirigeante et communauté universitaire et le retour de la primauté de "l'académique" sur le "politique". Tel n'est pas encore le cas...

NOTES

1. Cf. chiffres de 1989 : *La Jornada*, 15-09-1989 ; *Diez* 14, 15-09-1989.

2. 1 \$ US = 2500 pesos, toujours à la même date.

3. Cf. par ex. *Por escrito*, 8 au 14 septembre 1989.
 4. Bloc dont l'existence et le rôle sont aujourd'hui niés par les autorités. Cf. R. Padilla, *La Jornada*, 14-09-1989.
 5. *Diez* : 15, 22-08-1989.
 6. Cf. toute la presse locale du 31 août, par exemple : *El Occidental*.
 7. *Diez* 11, 25-07-1989.
 8. *Diez* 16, 29-08-1989.
 9. *Diez* 15, 22-08-1989.
 10. Cf. *La Jornada*, 08-10-1989 : "El Pelacuas, de criminal a próspero abogado".
 11. Cf. *La Jornada*, 19-09-1989.
 12. Toujours article de *La Jornada* du 15-09-1989.
 13. *Diez* : 17, Hermenegildo Olguín.
 14. Cf. *Diez* : 15, 23-08-1989.
-

AUTEUR

MARYSE GACHIE-PINEDA

Université de Montpellier III